

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/Q1/AUS/3
G/SCM/Q1/AUS/3
2 avril 2004

(04-1505)

Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Questions posées par les ÉTATS-UNIS
au sujet de la notification de l'AUSTRALIE¹

La communication ci-après, datée du 1^{er} avril 2004, est distribuée à la demande de la délégation des États-Unis.

1. Sur le nouveau paragraphe 269T 5C)

Au sujet du membre de phrase "Un pays a une économie en transition *pendant une période ...*" [pas d'italique dans l'original], veuillez expliquer s'il faut comprendre que, chaque fois qu'un pays fera l'objet d'une enquête ou d'un réexamen, l'Australie déterminera à nouveau si ce pays a ou non une "économie en transition".

2. Sur les nouveaux paragraphes 269TAC 5D) et 5E)

Veuillez expliquer comment les nouvelles dispositions 5D) a) ii) et 5D) b) ii), qui paraissent envisager des circonstances où, dans une "économie en transition", "les conditions du marché ne prévalent pas dans ce pays en ce qui concerne le prix de vente de ces marchandises similaires", concordent avec l'insertion du paragraphe 269T 5C), qui indique qu'il ne peut y avoir économie en transition que si "à ce moment-là, ce gouvernement: [...] ii) ne détermine pas le prix intérieur des marchandises dans ce pays ou n'influe pas sensiblement sur son niveau".

3. Sur le nouveau paragraphe 269W 1A) b)

- a) Veuillez préciser comment s'appliquera cette disposition: par exemple, qui sera autorisé à donner au Directeur général des éléments de preuve supplémentaires? Y a-t-il des conditions particulières restreignant la qualité d'"autre personne" au regard de la nouvelle disposition 269W 1A) b) ii)?
- b) Dans quelles circonstances le Directeur général permettra-t-il à cette autre personne de donner des éléments de preuve supplémentaires plus de 30 jours après le dépôt de la demande?

¹ G/ADP/N/1/AUS/2/Suppl.2.

4. Sur le nouveau paragraphe 269X 3A)

- a) Le Directeur général donnera-t-il au requérant un résumé non confidentiel de ces renseignements? Si oui, ce résumé sera-t-il versé au dossier public?
- b) Quels éléments le Directeur général exigera-t-il pour établir que l'exportateur consent à ce que les renseignements soient communiqués au requérant (par exemple, une dérogation écrite)?

5. Sur le nouveau paragraphe 269X 5B) a)

Quelle différence y a-t-il entre le "prix de revente" et le "prix de vente ultérieur" visés à l'alinéa 269X 5B) a) iii)? Comment le mouvement de ces prix sera-t-il reflété dans le calcul du prix à l'exportation?

6. Sur le nouvel alinéa 269TAE 2C) b) ii)

Le nouvel alinéa 269TAE 2C) b) ii) de la Loi douanière de 1901 dispose que la prise en considération de l'effet cumulatif est autorisée lorsque des demandes d'enquêtes sur des exportations sont "déposées auprès de l'Administration des douanes à des dates différentes mais [que] les périodes visées par toutes les enquêtes sur ces exportations se chevauchent considérablement".

- a) Veuillez expliquer ce que l'on entend par l'expression "se chevauchent considérablement". Supposons par exemple que, dans le cadre de l'enquête sur l'existence d'un dommage, une enquête sur les importations d'un produit X en provenance d'un pays A ouverte en 2003 porte sur les années 2000 à 2002, et une enquête sur les importations d'un produit X en provenance d'un pays B ouverte en 2004 porte sur les années 2001 à 2003. L'autorité australienne conclurait-elle que les périodes visées par ces deux enquêtes "se chevauchent considérablement"?
 - b) La prise en considération de l'effet cumulatif est-elle autorisée en vertu du nouvel alinéa 269TAE 2C) b) ii) dans la seconde enquête si l'autorité australienne a fait une détermination négative concernant l'existence d'un dommage ou d'un dumping dans la première enquête? Si tel est le cas, veuillez expliquer pour quelles raisons elle est autorisée dans ces circonstances.
 - c) Comment le nouvel alinéa 269TAE 2C) b) ii) est-il compatible avec l'article 3.3 de l'Accord antidumping aux termes duquel, pour que les autorités puissent procéder à une évaluation cumulative, il faut que les importations en provenance de plus d'un pays fassent "simultanément l'objet d'enquêtes antidumping"?
-